



La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

Droit dans ses bottes !

Après la mobilisation sur les retraites puis la révolte des jeunes des quartiers populaires, on aurait pu penser que le pouvoir aurait pris la mesure de la colère populaire et l'aurait joué « moderato » pour la suite du quinquennat. Las, il n'en est rien !

Main mise sur l'Assurance Chômage et les excédents de l'UNEDIC ; transformation de Pôle Emploi en France Travail et attaques contre les allocataires du RSA ; nouvelle loi « immigration » ; austérité accrue pour la Sécurité Sociale et des hôpitaux au bord de l'effondrement ; mise au pas de l'enseignement par un Macron « super-ministre de l'Éducation » ; inaction climatique persistante etc

La politique de casse sociale et démocratique s'accélère sur fond d'inflation, de précarité galopante, de super profits pour les actionnaires du CAC 40 et de poursuite de la répression des mouvements sociaux.

Dans ce contexte, l'invitation de Macron aux responsables des partis représentés à l'Assemblée Nationale n'était qu'une diversion de plus visant à élargir sa majorité en donnant des gages à la droite et à l'extrême droite.

Face aux politiques mortifères que nous promet le pouvoir, il y a urgence à construire un large front de résistance, porteur d'un nouveau projet de société égalitaire, solidaire et démocratique. L'appel unitaire à la marche du 23 septembre contre les violences policières et qui associe collectifs citoyens, associations, syndicats et forces politiques peut en être le prétexte.

Toutes et tous dans la rue le 23 septembre

Le 23 septembre, dans plus de 50 villes, dont Paris, manifestons contre toutes les dérives autoritaires du gouvernement Borne/Macron.

Pour dénoncer les graves remises en cause des libertés publiques, la multiplication des violences policières et l'impunité qui les accompagne ; l'utilisation d'armes de guerre qui tuent et estropient, comme à Sainte-Soline et lors de la féroce répression de la révolte des jeunes, dans les quartiers, consécutive au meurtre de Nahel, à Nanterre, par un policier motocycliste ancien de la BRAV-M ; La volonté d'installer une surveillance généralisée de la société, par l'utilisation exponentielle de caméras, de drones et la mise en place de technologies de reconnaissance et d'anticipation, totalement démentielles et fossoyeuses des libertés individuelles.

Pour dénoncer la répression et la criminalisation du mouvement social durant les 6 mois d'une mobilisation sans précédent contre la casse des retraites et lors des grandes mobilisations contre les pollueurs et les accapareurs de l'eau et des ressources ; l'interdiction des manifestations et des rassemblements et le fichage illégal de milliers de participant.es à ces protestations légitimes.

Pour exiger le retrait de toutes les lois scélérates et liberticides qui s'attaquent au droit d'association et donner un coup d'arrêt aux menaces sur leur financement public, comme c'est le cas pour une des plus anciennes d'entre elles, la Ligue des Droits de l'Homme. Pour le droit à la désobéissance civile.

Pour en finir avec le racisme systémique au sein des forces de « l'ordre » et imposer l'arrêt des contrôles au faciès. Pour exiger le retrait de la loi de 2017 sur les conditions de l'ouverture du feu par les policiers et les gendarmes.

Cette politique répressive et autoritaire s'accompagne d'une offensive sans précédent contre toutes celles et tous ceux dont le travail est l'unique source de revenus, par la loi inique sur l'allongement de la durée du travail et les restrictions drastiques imposées par l'assurance chômage. Mais aussi contre toutes les situations de précarité et de chômage, par un contrôle social accru.

Ce gouvernement éminemment réactionnaire n'oublie pas non plus de renforcer la chasse aux migrant.es, courant après les idées d'exclusion racistes de la droite et de l'extrême-droite qui en font des boucs-émissaires.

Le 23 septembre, nous exprimerons toute notre solidarité envers les migrant.es, pour un accueil sans condition.

Ce samedi 23 septembre 2023, toutes et tous ensemble, reprenons la rue !





CHILI, 11 SEPTEMBRE 1973 : LE REVE BRISE

Dans ce pays si particulier d'Amérique indo-afro-latine, où le champ politique rappelle celui de l'Italie par l'implantation populaire de la Démocratie-Chrétienne (DC) aux côtés des principaux partis (PC et PS) du mouvement ouvrier, il y avait eu de 1938 à 1947 une première expérience de Front Populaire dirigée par le Parti Radical.

Marqué par de criantes inégalités sociales, la main-mise d'une très puissante oligarchie, l'atout du cuivre et de ressources naturelles importantes, la résistance du peuple mapuche et une longue histoire de mobilisations sociales, ouvrières, paysannes, étudiantes, le Chili va polariser l'attention des gauches du continent et du monde entier, particulièrement en Europe et en France, quand on apprend la victoire surprise du socialiste Salvador Allende aux élections présidentielles de 1970.

Un an plus tôt, s'était constituée l'Unité Populaire (UP), autour du PC et du PS, fortement implantés dans la classe ouvrière et acteurs majeurs de la CUP, la centrale syndicale emblématique où était aussi fortement présent un secteur lié à la DC. Le Mouvement d'Action Populaire Unitaire (MAPU) et la Gauche Chrétienne (IC), scissions de gauche de la DC, étaient aussi partie prenante de l'UP. Quant au Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), de loin la principale force de la gauche radicale, extérieur à l'UP et favorable à la lutte armée, il fait néanmoins le choix tactique de l'unité d'action avec l'UP, suite à la victoire d'Allende.

Cette victoire est un véritable coup de tonnerre entendu dans le monde entier. Dans le pays, elle suscite un enthousiasme extraordinaire, pas seulement dans les milieux populaires, tout en suscitant immédiatement l'hostilité de l'oligarchie et de ses représentants politiques à droite et à l'extrême-droite. Dans les gauches du monde entier, l'espoir est aussi immense, surtout dans les pays où cette victoire de l'UP fait écho aux perspectives d'accès au pouvoir des gauches rassemblées.

Sur le plan programmatique et stratégique, l'UP fait le pari d'une voie gradualiste et pacifique vers le socialisme, faite de mesures à la fois immédiates et transitoires sur le plan social et économique : mesures sociales d'envergure, nationalisations des secteurs-clés de l'économie, réforme agraire, premières mesures en faveur du peuple mapuche...

L'enthousiasme populaire se traduit par le déploiement à une échelle jusque-là inconnue d'une vague de mobilisations et de grèves dans tout le pays.

Le pari illusoire d'une partie de l'UP se fonde sur l'analyse selon laquelle la constitution de 1925 est ambivalente et permet le changement vers le socialisme dans le cadre institutionnel existant. Tandis que la polarisation de classe et l'essor des luttes s'accroissent, cette illusion se dissipe et une différenciation s'exprime rapidement au sein de l'UP. Allende temporise et tend à s'appuyer sur l'aile droite de l'UP (le PC et le courant modéré du PS), tandis que l'aile gauche appuie les mobilisations et pousse aux processus d'auto-organisation, de début d'autogestion et d'émergence d'un embryon de double pouvoir (« poder popular ») sur la base des cordons industriels et des tentatives de cordons territoriaux. Cette aile gauche de l'UP rassemble la majorité du PS, le MAPU, l'IC, et le MIR s'y associe. Sous la pression de son aile droite, alors que l'UP a progressé aux élections législatives de 1971 et que l'aile gauche préconise une dissolution pour organiser un référendum proposant d'inscrire la socialisation d'une partie des moyens de production dans une nouvelle constitution, Allende renonce à cette option.

Mais, comme le dit très justement Franck Gaudichaud*, ce qu'il se passe au Chili est bien l'amorce d'un processus révolutionnaire. C'est précisément cela qui est inacceptable pour les élites, l'oligarchie et l'impérialisme états-unien : dès 1970, le MIR rappelle à juste titre que jamais la bourgeoisie n'acceptera la mise en place du programme de l'UP et dès 1972, Allende lui-même, à la tribune de l'ONU, dénonce les tentatives de préparation d'un coup d'État au Chili.

Le 11 septembre 1973, le rêve est brisé : Allende, renversé par un coup d'État, se suicide les armes à la main dans le Palais de la Moneda. Pinochet et les militaires installent une dictature fasciste qui va s'illustrer par une terrible répression (plus de 3000 assassinats, des milliers de disparus), ouvrant la voie à une contre-révolution capitaliste néo-libérale, une première alors à l'échelle mondiale.

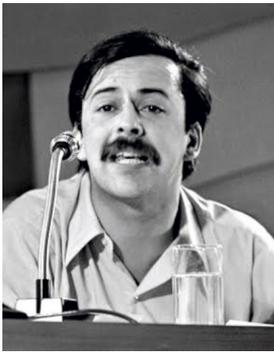
Il faudra attendre 1986 pour que le Chili sorte de cette interminable nuit et retrouve la démocratie, partielle et incomplète, avec des tendances contradictoires comme on le voit dans le Chili d'aujourd'hui, où le souvenir de la révolution chilienne et les espoirs soulevés restent cependant vivaces.

* Auteur de nombreux ouvrages et textes sur le Chili d'hier et d'aujourd'hui, a publié récemment : « Découvrir la révolution chilienne (1970-1973) » (Ed. Sociales, 2023). A lire aussi : coordonné par le même auteur, "Venceremos ! Expériences chiliennes du pouvoir populaire" (Éditions Syllepse) et par ailleurs, "Naissance d'une révolution – une histoire critique du MIR", d'Eugenia Palieraki (Éditions Terres de Feu)

"Septembre rouge"



Salvador Allende



Miguel Enriquez



Pablo Neruda



Victor Jara

C'est le titre du livre co-écrit par Olivier Besancenot et Michael Löwy, paru récemment aux éditions Textuel, dans la perspective du 50ème anniversaire du coup d'État au Chili. Ce livre est un récit qui fait revivre les acteurs et les actrices de la gauche chilienne du temps de l'Unité Populaire. Nous avons posé trois questions à Michael Löwy au sujet de "Septembre Rouge"

ENSEMBLE! : quelles sont les raisons qui vous ont poussé à co-écrire ce livre ?

Michael Löwy : La première raison est de nature subjective : nous deux, appartenant à des générations différentes, avons un rapport personnel très fort à l'expérience de l'Unité Populaire au Chili, et à la figure de ses protagonistes, de Salvador Allende (*) à Miguel Enriquez (**). La tragique défaite de 1973 est inscrite dans notre mémoire en lettres de feu et de sang. Olivier, par ailleurs, est engagé dans un projet de film documentaire sur Miguel Enriquez, le Chili est donc au cœur de ses préoccupations actuelles.

Bien sûr, c'est le 50e anniversaire de ces événements qui nous a incités à prendre cette initiative, maintenant. Nous avons envie de rendre hommage aux Chiliens et aux Chiliennes qui ont lutté pour le socialisme, chacun et chacune à sa façon, et qui ont résisté les armes à la main au coup d'état. Cela inclut Salvador Allende, dont nous publions une célèbre photo, le 11 septembre 1973, dans un balcon de La Moneda, casqué et avec un fusil à l'épaule.

E! : pourquoi avez-vous choisi cette forme originale, mi-fiction mi-livre historique ?

M. L. : Il existe un grand nombre de livres sur cette expérience, par des historiens et politologues, dont certains, comme ceux de notre ami Frank Gaudichaud, sont excellents. Par ailleurs, nous ne sommes pas historiens et n'avons pas vocation à ajouter un autre livre à la vaste bibliographie historiographique sur le sujet. Nous avons donc choisi une autre démarche, plus subjective, plus "littéraire", plus directe : un récit, fait de dialogues, de la conspiration putschiste, du coup d'état et des premières tentatives de résistance. C'est un mélange impur d'historiographie, de théâtre, de scénario de film ou de...bande dessinée (sans dessins). La plupart des dialogues sont fondés sur des documents précis, mais parfois nous avons laissé une part à la fiction. C'est une autre façon de raconter l'histoire, par des personnages qui parlent et qui agissent, plutôt que par la description des facteurs "objectifs". C'est aussi une écriture accessible, facile à lire même par celles et ceux qui n'ont pas beaucoup de connaissances sur le Chili.

E! : pour nous aujourd'hui, quels sont les enseignements majeurs de l'expérience de l'Unité Populaire chilienne ?

M. L. : Comme nous l'expliquons dans notre préface, nous ne voulons pas "tirer les leçons de l'histoire" à la place des révolutionnaires chiliens et chiliennes. Nous n'avons pas la prétention de vouloir leur expliquer "ce qu'il aurait fallu faire". Nous nous limitons donc à donner le récit des événements et des réactions de chaque protagoniste. À chacun et chacune des lecteurs et des lectrices de tirer ces conclusions.

Certes, on peut dire que la tragique expérience de septembre 1973 confirme une vieille règle de la lutte de classes : la bourgeoisie, les classes dominantes, ne tolèrent la démocratie que si leurs intérêts ne sont pas menacés. Cela vaut aussi pour aujourd'hui, et pour la France, si par hasard, un gouvernement aussi décidé à prendre le chemin du socialisme que celui présidé par Allende, était élu...

* *Président socialiste du Chili*

** *Principal dirigeant du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) extérieur à la coalition Unité Populaire (UP) et à son gouvernement, mais pratiquant avec l'UP l'unité d'action*

Combattre la précarité et la pauvreté : un défi majeur pour l'ensemble des gauches

Face aux associations caritatives «à bout de forces», verser des larmes de crocodile sur le triste sort des plus pauvres est devenu à la mode dans le petit monde politico-médiatique qui, jusqu'alors, ne voulait voir ni la pauvreté ni la précarité. Lemaire et les autres en appellent à la générosité des grands groupes pour faire baisser les prix et soulager celles et ceux qui – ça devient indéniable – subissent le plus l'inflation.

Tout ce beau monde oublie ses propres responsabilités dans cette situation.

Ils ont tous (ministres politiques, experts médiatiques...) procédé à l'occultation de la précarisation, manifeste dans les discours sur «le recul du chômage». Ce qui baisse, c'est le chômage «à temps plein» du fait de l'effet d'aubaine des aides à l'apprentissage et de la reprise post covid. Il n'y a pas de recul de l'ensemble des précarités. **Le plein emploi précaire macronien créé de la pauvreté.**

Cette urgence sociale ne peut trouver de réponse dans les indispensables interventions caritatives : la «générosité» (de Bernard Arnault !) ne peut suffire. Tout le secteur social réclame de l'État des politiques de lutte contre la pauvreté avec une quasi unanimité sur l'augmentation des minimas sociaux : aucun écho dans les discours dominants.

Des macronistes aux LR et au RN, ils appellent tous à la poursuite des politiques contre les chômeurs, les chômeuses et les précaires. Depuis la première «réforme» de l'assurance chômage elles se traduisent par la baisse des droits des plus précaires : au moins 6 milliards d'euros par an économisés sur leur dos. Mieux (ou pire) ils applaudissent des 2 mains les projets gouvernementaux :

- La « lettre de cadrage » pour imposer aux syndicats la poursuite de la logique libérale : ne pas toucher aux cotisations et baisser les indemnités. L'objectif principal est de faire des économies alors même que la situation financière de l'UNEDIC est bonne.
- Par contre le gouvernement n'hésite pas à augmenter la ponction sur les cotisations pour financer sa «politique d'emploi» : la transformation de Pôle Emploi en France Travail où toute personne sans emploi est automatiquement inscrite. Elle devra signer un «contrat d'engagement» pour bénéficier soit des allocations chômage – revues et encadrées – ou du RSA. Avec le contrôle et les sanctions des lois précédentes il deviendra encore plus facile de les obliger à accepter n'importe quel emploi.



Dans le débat public sur l'inflation, la droite, des macronistes au RN, s'efforce de passer sous silence le mécanisme actuel de l'envolée des prix : elle est liée à l'augmentation des marges des entreprises qui leur permet de maintenir, voire d'augmenter les dividendes versés aux actionnaires. Il devient visible que l'appauvrissement par la perte de pouvoir d'achat des uns génère la croissance des actions et des patrimoines, le nombre des millionnaires, etc...

Lutter vraiment contre l'augmentation de la pauvreté et donner à chacune et chacun de quoi vivre dignement, voilà un enjeu essentiel pour la gauche.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

